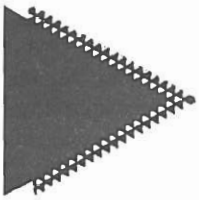

# Nécessité d'une langue nationale

par NGIJOL PIERRE
*Agrégé de Grammaire*
*Chargé de Cours*
*à l'Université Fédérale du Cameroun*

Voici un vieux problème que nous ne soulevons pas aujourd'hui inopinément. En effet, un certain nombre d'intellectuels camerounais se sont déjà penchés sur lui. Il s'agit de défendre le principe d'une langue nationale pour le Cameroun. Ce problème est donc un problème politique. Il est grave parce qu'il concerne l'âme même de la nation, j'entends sa vie intellectuelle. Il est encore délicat parce qu'il est posé par une poignée d'intellectuels au moment où les opinions à ce sujet semblent faites. Nous n'ignorons pas ces opinions. On nous les jette chaque fois à la tête sous la forme d'agressives interrogations. D'abord quelle langue pensez-vous adopter et quelle différence cela fait-il avec nos langues officielles ? Ensuite pourquoi cette peine inutile quand nous connaissons parfaitement et admirons ces langues officielles ? Enfin, n'avons-nous pas aujourd'hui d'autres problèmes plus urgents et qui demandent toute notre attention ?

Quant à nous, nous reconnaissons la bonne foi de ces opinions. Toutefois, nous ne pouvons nous empêcher de les réfuter complètement. Nous ne croyons pas que de toutes nos langues vernaculaires il ne s'en trouve pas une assez simple et assez représentée démographiquement pour mériter les honneurs d'une langue nationale. Nous ne croyons pas non plus que nous connaissions parfaitement nos langues officielles. C'est là une brillante illusion. Au vrai, nous ne parlons même pas nos langues officielles. Quant aux problèmes plus urgents que nous avons, pensez-vous que l'Inde ou le Pakistan ne les a pas ? Pourtant ces deux pays, répudiant la langue de Shakespeare, édifient aujourd'hui leurs langues nationales. Aussi bien, nous devons tous aborder avec émotion et sérieux le problème de l'adoption d'une langue nationale au Cameroun. C'est le problème de notre victoire nécessaire sur le tribalisme pernicieux qui tâche, avec des dehors généreux, de neutraliser toutes les langues vernaculaires au profit des langues étrangères. C'est surtout le problème de l'acceptation de notre civilisation, car, une langue n'est jamais un moyen d'expression d'une civilisation, c'est la civilisation même. Et ce problème ne

peut être résolu que par le Gouvernement assisté de ses intellectuels. Si les arguments et les propositions de ces derniers sont solides et décisifs, ils méritent d'être pris en considération. Autrement, on doit les rejeter comme des rêveries d'une indigne utopie. Ceci n'est possible que loin des préjugés et des passions.

## RAPPEL DES OBJECTIONS

**Première objection :**

### « QUELLE LANGUE ADOPTER »

Et d'abord, voyons les objections de bonne foi que d'aucuns nourrissent contre l'adoption d'une langue nationale au Cameroun. Ils commencent par se demander quelle langue pourrait devenir nationale. Cela les amène à considérer la belle mosaïque de nos langues camerounaises qui s'élèvent à une centaine environ. Pour un petit pays comme le nôtre, tant de langues ne peuvent avoir chacune qu'une aire démographique bien réduite. Ils considèrent ensuite leur retard respectif. En effet, la plupart d'entre elles ne sont même pas écrites. Les autres, tout écrites qu'elles sont, se montrent instables et pauvres. Aucune grammaire ne les fixe, aucun lexique ne fait connaître le volume des vocables qu'elles renferment. Aussi sont-elles impropres à l'expression de la technologie moderne. Pour terminer, ils redoutent les tempêtes tribalistes à venir. Sommes-nous plus sages que les Indiens ou les Cingalais ? Or, à ce sujet, on a vu des députés indiens en venir presque aux mains à l'Assemblée Nationale, et des cingalais entrer en révolte sanglante contre le Gouvernement.

### VŒUX TOUCHANT LA PREMIÈRE OBJECTION

Ces considérations émues sont suivies de vœux plus ou moins tacites. Les objecteurs voudraient nous voir préparés bien avant notre future langue nationale. Cette préparation doit être sérieuse. Elle implique la composition de grammaires, de lexiques et de stylistiques pour les langues locales les plus importantes. Ce travail tendrait à montrer la meilleure langue et à la désigner presque comme la future langue nationale. Il tendrait surtout à fixer et à cultiver cette langue pour la rendre propre à l'expression de la technologie moderne. Cette préparation doit encore être silencieuse et digne. Il faudra savoir éviter le tapage de la propagande. Autant dire que le travail devrait se faire dans la discrétion, sans qu'il faille crier au monde qu'on a une grammaire foulbé ou un lexique bassa en chantier. Il faudrait particulièrement savoir éviter de troubler et de distraire l'homme politique de ses nombreuses occupations. Tant que la préparation n'est pas terminée avec bonheur, à quoi bon soulever des questions politiques ? Et nos objecteurs terminent par un complet

désabusement. En effet, toute langue vernaculaire qu'on adopterait comme langue nationale resterait étrangère à la majorité des camerounais. On ne voit pas en quoi l'ewondo serait moins étranger que le français pour un foulbé. Il est vernaculaire certes, mais il n'est pas moins une langue difficile et étrangère sur le plan de son enseignement. Oui, vraiment, quelle langue pourrions-nous adopter comme langue nationale ?

**Deuxième objection :**

## « NOUS CONNAISSONS PARFAITEMENT NOS LANGUES OFFICIELLES »

La deuxième grosse objection, c'est que nous connaissons parfaitement nos langues officielles. Même, nous avons pour elles une grande admiration. A l'intérieur de nos frontières et d'un bout à l'autre du continent africain, elles nous permettent une parfaite intercompréhension. Elles assurent donc, dans une large mesure, notre unité nationale et panafricaine. Sur la scène internationale, elles sont les langues les plus prestigieuses. Comment pourrions-nous faire entendre notre voix et défendre avec succès notre personnalité sans ces beaux moyens d'expression ? Et nous avons fait preuve que nous avons de ces langues une connaissance profonde. Nombreuses sont nos élites qui les parlent bien et les écrivent encore mieux tant en prose qu'en poésie. Nous avons des auteurs camerounais qui chaque année se couvrent de gloire par la publication d'œuvres dûment rédigées en français et en anglais. Nous avons aussi sur le plan théorique, des citoyens nantis d'assez gros diplômes pour avoir charge aujourd'hui de la langue française ou anglaise.

**Vœux touchant la deuxième objection**

Ces considérations son également suivies de vœux, mais ceux-ci nettement exprimés. Nos objecteurs rappellent qu'il n'y a aucune honte à garder nos langues officielles. On doit les retenir toutes les deux aussi longtemps que le demanderont les besoins de la Fédération. Cependant, il faudrait retenir assez tôt la langue française comme langue nationale. Ce n'est pas qu'elle soit supérieure à la langue anglaise. Loin de là. Il se trouve seulement qu'elle est la langue parlée par la majeure partie du peuple camerounais. Elle risque certes d'évoluer et de se transformer en une toute autre langue. Mais n'est-ce pas aussi le destin de toute langue vernaculaire qu'on pourrait adopter ? Il faudrait également éviter un nationalisme culturel précoce. Il peut servir ses protagonistes, mais non point la Nation. Car si la démagogie politique est mauvaise, la démagogie culturelle est pire. Elle peut arrêter la marche en avant de la Nation pour toujours. Aussi bien, pourquoi la peine inutile de l'édification d'une langue nationale vernaculaire quand nous connaissons parfaitement nos langues officielles ?

**Troisième objection :**

**« NOUS AVONS DES PROBLÈMES PLUS URGENTS »**

Mais voici la dernière et la plus accablante objection, ce semble. Le pays a des problèmes plus urgents qui sollicitent son entière attention. A l'intérieur, nous avons la prospérité nationale à promouvoir. L'unité nationale est en marche après la tourmente d'une absurde et criminelle dissidence armée contre le gouvernement. Les réalisations économiques tâchent d'aller leur train avec force protocoles d'accords et force discussions, tendant à appeler les capitaux étrangers. Et que dire des questions posées par la réunification du pays ? Nous avons subi deux styles de colonisation nettement différents. Nous nous devons d'ajuster dans les plus brefs délais les coutumes, les langues et les institutions pour n'avoir plus qu'une nation. A l'extérieur, c'est le moment de la grande construction panafricaine. L'Afrique sent sa faiblesse devant la puissance envahissante des pays étrangers. Elle veut se ramasser en un bloc unifié politiquement, économiquement et culturellement. Ainsi, elle peut résister à l'assaut du communisme et du capitalisme. Aussi bien, les échanges de vues et les conférences à tous les niveaux se multiplient.

Ici, nombre d'objecteurs ajoutent que cette intégration de notre continent ne peut être achevée que dans l'intégration linguistique. Ils pensent sincèrement à une langue africaine qui sera parlée d'un bout à l'autre du continent. L'édification d'une langue nationale pour le Cameroun serait donc un grand coup de poignard dans le dos du panafricanisme. Tout au plus, nous pouvons développer quelque deux ou trois langues locales, les émonder et les préparer à l'ultime confrontation qui retiendra une langue pour le continent. Telles sont les plus importantes objections, selon moi, qu'on nourrit contre l'adoption d'une langue nationale au Cameroun. Elles partent de toutes sortes de personnes. Il y a les vieux fonctionnaires rompus par l'expérience. Il y a les jeunes, fougueux et prêts à la discussion. Tous avec sincérité et bonne foi semblent surtout regretter l'absence d'une conscience nationale qui nous aiderait à éviter des désordres.

## RÉFUTATION DES OBJECTIONS

**Réponse à la première objection :**

**« NOUS AVONS DES LANGUES ASSEZ SIMPLES ET ASSEZ DÉMOGRAPHIQUEMENT REPRÉSENTÉES »**

Si nous reconnaissons la sincérité de ces objections, en revanche nous reconnaissons aussi leur insuffisance. D'abord les considérations faites sur la langue locale à adopter ne présentent qu'une apparence de sérieux. Nous voyons, nous aussi, la multitude de nos langues vernaculaires. Mais certaines d'entre elles ont une aire démographique et géo-

graphique très étendue. Tel est le cas de la langue ewondo. Nous ne disons pas qu'il faudrait l'adopter. Nous constatons seulement qu'outre ses autres qualités, elle fait partie, avec le Boulou, de l'important groupe linguistique Fan qui s'étend à Fernando-Po, au Gabon et jusqu'au Congo. Nous voyons aussi un certain retard de nos langues locales. Mais ce retard lui-même s'explique. En effet, on fait de ces langues un usage très réduit. Est-il besoin de dire qu'aucune d'elles n'est officielle ? Or, le seul usage assez intense de la langue fait, émonde et enrichit la langue. L'effort des grammairiens et des linguistes est toujours secondaire. Enfin, nous pressentons, nous aussi, les tempêtes tribalistes qui risquent de s'élever. Mais nous ne devons pas capituler devant le tribalisme. Nous comptons pouvoir lui faire entendre raison grâce au prestige du Gouvernement et au prestige des arguments.

**La préparation préalable de notre future langue nationale n'est nullement nécessaire**

Ensuite, la préparation préalable de la future langue nationale n'est nullement nécessaire. Avant de le démontrer, nous vous rappelons ceci : douze de nos langues environ sont écrites. Certaines ont de volumineux lexiques. Une grosse grammaire bassa datant des Allemands reste comme un monument de leur passage dans notre pays. Et que dire de la langue ewondo ? Pour ne pas parler de ses dictionnaires, cette langue a de nombreuses grammaires. Il y a la grammaire qui date du temps des Allemands. Il y a encore la grammaire du R. P. Pichon. Enfin, il y a la grammaire bien connue de Tsalla. Aujourd'hui, nos jeunes intellectuels continuent les recherches dans le sens de cette préparation préalable. Mais en vérité, celle-ci n'est même pas nécessaire. Avant le IX^e^ siècle, la langue romane, qui a donné le français, n'était pas encore écrite. Il n'y avait ni grammaire ni lexique romans. La langue officielle était le latin. Pourtant, ce fut à cette époque que Charlemagne imposa la langue romane. Clercs et fonctionnaires furent invités impérativement à s'adresser au peuple uniquement dans cette langue rustique et disparate. Quelques années après, la langue romane devint la langue officielle. De là le français si prestigieux de nos jours. A cela il faut ajouter les grosses querelles du XVI^e^ siècle autour de la langue française. Presque tout le monde la jugeait pauvre, barbare et impropre à l'expression des découvertes d'alors. Clercs, grands dignitaires, savants, tous écrivaient en latin. C'est alors que surgirent sept intellectuels fougueux qui partirent en guerre pour défendre le « vulgaire natal ». Dans « Défense et Illustration de la Langue Française », parue en 1549, Du Bellay, leur porte-parole, brave tout le monde et rappelle dans une belle insolence que le français n'est tout de même pas aussi mauvais que la langue des grenouilles. Loin de nous une telle insolence envers nos compatriotes. Nous répondons simplement à la question de savoir quelle langue adopter :

« Adopter une langue locale, largement représentée, facile à prononcer et facile à écrire. »

**Réponse à la deuxième objection :**

**« NOTRE CONNAISSANCE DES LANGUES OFFICIELLES EST TOUT A FAIT INSUFFISANTE ET NOUS ACHEMINE VERS UN CRÉOLE AFRICAIN PROPRE A NOUS »**

Venons-en maintenant à notre connaissance des langues officielles. Je proteste tout d'abord que personne n'aime et n'admire plus que moi la langue anglaise surtout la langue française. Je connais leur clarté, leur légèreté et leur élégance. Les langues de Voltaire et de Dickens sont pour sûr les outils les plus riches et les plus souples pour l'expression de l'homme. Je reconnais également les énormes bienfaits qu'elles rendent à la Nation camerounaise et au continent africain. Elles assurent seules l'intercompréhension nationale et l'intercompréhension continentale. Bien mieux, elles sont les vecteurs de tous nos progrès actuels. Ce n'est donc pas moi qui peux, dans un mouvement de folle ingratitude, demander aujourd'hui l'ostracisme pur et simple à l'égard de ces grandes langues. La question n'est donc pas de les rejeter loin des frontières nationales. Ce serait rejeter notre représentation et notre personnalité sur la scène internationale. Nous voulons seulement penser à notre langue de demain et démystifier les personnes convaincues de connaître assez bien le français pour en faire une langue nationale.

Ces personnes, pour commencer, partent d'une brillante illusion fondée sur le spectacle de nos nombreuses élites évoluées. Elles sont nombreuses parce qu'il faut les compter à partir de la classe de 4e. Aussi sont-elles faites des anciens diplômés de l'enseignement secondaire jusqu'aux agrégés et docteurs de l'université. Elles parlent bien les langues officielles et les écrivent encore mieux tant en prose qu'en poésie. Elles forment la vingtième partie de la population camerounaise. Mais l'illusion et ici manfeste. Car les 19/20e des citoyens parlent mal ou ne parlent pas du tout nos langues officielles. On peut donc dire que le peuple ignore les langues officielles. Son écrasante majorité n'est-elle pas faite de personnes illettrées ou médiocrement formées ? Ainsi, dans une centaine d'années, nous risquons d'avoir pour langue une espèce d'affreux créole africain propre à nous, en dépit et peut-être même à cause de la scolarisation. En effet, le nombre des citoyens médiocrement formés et, par conséquent, des bredouilleurs de nos langues officielles a chance d'aller croissant. Car faut-il rappeler que les connaissances d'un élève du cours moyen sont fort limitées ? Or, les deux tiers au moins de ces élèves n'arrivent pas à continuer leurs études dans l'enseignement public ou privé. Et cette fraction augmente d'année en année au point que d'aucuns pensent déjà à un malthusianisme sco-

laire dans l'enseignement primaire. Bref, c'est le peuple et non la portion des intellectuels bien formés qui fait la langue d'un pays et cette langue, pour nous, a toutes les chances d'être un affreux créole.

## LE FRANÇAIS D'UN ÉVOLUÉ MOYEN AU CAMEROUN

Cette illusion est plus grave. Tenez, voyons le français d'un évolué moyen dans ce pays. Il faut le prendre au niveau de la 3e. Laissons son insuffisance à articuler et à intoner le français. Laissons aussi ses ânonnements et ses maniérismes gauchés. Passons également les fautes énormes et courantes du type : « Par comment sais-tu ? L'essence coûte très moins cher à Douala... ». D'abord, la structure de la phrase du camerounais et j'ose ajouter de l'Africain en général a plus à demander aux langues négro-africaines qu'aux langues française et anglaise. Qu'il nous suffise de citer quelques exemples. On entend couramment ces phrases : « Qui est même là ? C'est qui même ? Je vais aller demain en ville... ». Cette dernière phrase est fidèlement représentée en mauvais anglais par : « I go go to-morrow for town ». Elle revient très souvent dans notre conversation quotidienne tant en français qu'en anglais, parce qu'elle trouve sa matrice dans nos langues vernaculaires. Ensuite, la prononciation de la phrase ainsi structurée est la plus pittoresque possible. En effet, tout le système de l'accent français est bouleversé. Le camerounais a déplacé l'accent français qui porte toujours sur la dernière syllabe. Il le fait remonter le plus loin possible. Ainsi, il prononce « information » pour information », « gratitude » pour « gratitude », « arbitraire » pour « arbitraire ». Bien plus, il confond totalement mots atones et mots toniques en français. Il n'accentue presque jamais « sans », « on », qui sont toniques. En revanche, il accentue presque toujours « en », « son », « le », qui sont atones. D'où les accouplements monstrueux du genre de « sans cesse » pour « sans cesse », « en route » pour « en route », « à mon avis » pour « à mon avis ».

Or, une langue est toujours son accent. Selon son intensité et sa place, le mot qu'il frappe change ou ne change pas. Si le latin est devenu le français, c'est à cause de l'accent qui peut faire tomber certaines voyelles, en décomposer d'autres et donner au mot une face nouvelle. Voyez le mot latin « mirabilem ». Il est d'abord devenu « mirabilem » par déplacement de l'accent, puis « mirbilem » par chute conditionnée de a et pour finir « merveille ». Aussi bien, en raison des lois phonétiques générales, on risque d'avoir « vertable », pour « véritable », « artraire » pour « arbitraire », « gratude » pour « gratitude », à cause du seul déplacement de l'accent. D'où l'avènement d'une langue nationale hybride et instable, héritage indigne de nos enfants. A accepter une telle langue, nous tournerons le dos à notre civilisation et nous nous aliénerons. Car elle serait une sorte de créole sans nom, expression d'une civilisation avortée.

## L'ÉVOLUTION N'EST PAS LA DECOMPOSITION

Maintenant nous n'ignorons pas que toute langue vernaculaire adoptée pourra changer. Mais la langue vernaculaire adoptée changera dans le sens d'une évolution, tandis que la langue française changera dans le sens d'une décomposition. Et ce n'est pas la même chose. L'évolution d'une langue est essentiellement morphologique. Par exemple, un participe devient un nom, un nom devient un adjectif. Ce phénomène morphologique lui-même se complète par d'autres phénomènes. Il y a le phénomène sémantique, quand un mot se maintient et change de sens. Il y a le phénomène stylistique, avec la montée de nouvelles tournures et de nouveaux mots d'une part, la chute de vieux vocables et de vieilles expressions d'autre part. Il y a enfin le phénomène grammatical. C'est ainsi qu'un nom masculin devient féminin et que la syntaxe se simplifie ou se complique. Ce sont là des phénomènes d'une langue vivante et assez stable. Une telle langue est facile à contrôler par les grammairiens et les linguistes. Ce sera le cas de la langue vernaculaire adoptée.

Pour le français, ce sera autre chose. Cette langue est promise à la décomposition. Nous entendons par là une transformation totale du français en une toute autre langue. La décomposition est un phénomène essentiellement phonétique. Elle est due au fait que notre appareil du langage, habitué à nos langues maternelles, s'adapte mal à une langue étrangère et la transforme si la formation dans la langue est insuffisante. C'est un phénomène phonétique que le changement de « véritable » en « vertable ». C'est là le fait d'une langue mourante et instable. Une telle langue est difficile à contrôler par les grammairiens, les linguistes et les autres intellectuels. Voyez le latin de la basse latinité. Paysans et étrangers de l'Empire romain parlaient mal le latin classique. Tous les efforts conjugués des grammairiens romains n'ont pu arrêter la langue latine sur la pente de la décadence. Ainsi en sera-t-il du français. En un mot, nous connaissons mal nos langues officielles et nous les connaîtrons plus mal d'année en année. Nous devons certes les retenir aussi longtemps que possible comme langues officielles, mais en aucun cas nous ne devons les adopter comme langues nationales.

**Réfutation de la troisième objection :**

## « LE PROBLÈME D'UNE LANGUE NATIONALE EST UN DES PROBLÈMES LES PLUS URGENTS QUI PUISSENT SE POSER A UN PAYS »

Reste à réfuter l'objection parlant des problèmes plus urgents que connaît le pays. Nous ne nions pas que le Cameroun connaisse actuellement des problèmes plus urgents. Même nous le répétons à haute et

intelligible voix. Toutefois, nous nous insurgeons contre l'esprit de cette expression et la division factice qu'elle implique. Certains concitoyens ont tendance à croire que notre pays a deux sortes de problèmes. D'un côté, on aurait des problèmes plus urgents qui sont politiques, économiques et scolaires. De l'autre côté, on aurait le problème moins urgent de la langue nationale nécessaire. Il y a ici erreur du tout au tout. Le problème de la langue nationale est un problème politique et scolaire. Et c'est un grave problème politique et un grave problème scolaire. Aussi bien, il n'y a pas lieu d'opposer le problème de la langue nationale aux autres problèmes que connaît le pays. Tout au plus, on peut se demander sans idée préconçue en quoi ce problème est aussi urgent que les autres. Autant dire qu'il faut trouver une base claire de discussion à partir de laquelle les comparaisons soient possibles. Or, cette base de discussion, quelle est-elle ? Autrement dit, qu'est-ce qui fait qu'un problème est plus ou moins urgent qu'un autre ? Manifestement, c'est quand ce problème, par son importance, conditionne plus ou moins qu'un autre l'ensemble de la vie nationale. Et cette importance se voit aux avantages que la solution de ce problème apporte à la nation.

## AVANTAGES DES PROBLÈMES CENSÉS PRIORITAIRES

Voyons donc les avantages d'une langue nationale pour le Cameroun. Et d'abord voyons en comparaison les avantages des autres problèmes censés prioritaires. Le problème de loin prioritaire c'est sans conteste celui de la paix à l'extérieur et surtout à l'intérieur de la nation. Ses avantages sautent aux yeux. Avec la concorde civile, le jeu normal de la démocratie devient possible. De plus on a le progrès scolaire, économique et social. Bref on a une nation qui vit et accepte de vivre. Aussi bien, la lutte contre la subversion intérieure qui tâche d'asphyxier la nation ne saurait jamais être assez vigoureuse et assez radicale. Mais ce problème capital ne se pose plus actuellement. Le gouvernement a vaincu la dissidence armée. On sent la paix et la concorde civile qui s'installent solidement, en dépit des petits troubles sporadiques, séquelles de nos grands désordres passés. L'heure est donc venue de penser à une langue nationale.

Certes il y a le problème économique qui est censé faussement prioritaire. Nous ne refusons pas le vieil adage : « Il faut d'abord vivre, ensuite philosopher ». Nous voyons aussi les avantages du problème économique. Avec notre développement économique, nous sommes promis à une vie plus décente, grâce à un meilleur logement, à un meilleur vêtement et à une meilleure nourriture. Et nous aimerions avoir cette vie dès maintenant. Ce problème semble donc conditionner en second lieu tout le devenir national. En fait, il y a erreur totale. Nous ne marchons pas

nus et nous ne mourons pas de faim au Cameroun. Même nous osons affirmer que notre pays n'est pas moins développé que l'Inde ou le Pakistan qui édifient aujourd'hui leurs langues nationales. Aussi bien, l'adage antique ci-dessus cité s'applique mal à nous.

Bien mieux, le développement scolaire conditionne le développement économique. On dit qu'il y a interaction des deux. Mais il faut s'entendre. Le développement scolaire agit à priori sur le développement économique. Le développement économique agit à posteriori et à partir d'un certain degré sur le développement scolaire. Autrement dit, en premier lieu il faut le technicien et, pour bien faire, le technicien national. En effet le technicien étranger est une fausse hypothèse et une fausse solution. En second lieu seulement il faut les moyens économiques pour lui permettre de faire son travail. Ainsi donc, le problème économique est censé faussement prioritaire en dépit de ses avantages. La seule façon de bien vivre, c'est encore de bien philosopher, j'entends d'avoir soi-même ou du moins d'avoir par d'autres une solide formation scolaire.

## LES ÉNORMES AVANTAGES PRÉSENTS ET FUTURS D'UNE LANGUE NATIONALE

Or qui peut avoir une rapide et solide formation scolaire sans utiliser le canal nécessaire d'une langue nationale vernaculaire ? Car voici les énormes avantages d'une langue nationale vernaculaire. Il y a d'abord les avantages immédiats. A admettre le principe d'une langue nationale, dès aujourd'hui nous tordons le cou au tribalisme. Par-là nous jetons les plus solides fondements de la nation camerounaise. Autant dire que nous gagnons une nation, aussi vrai qu'une nation est nécessairement une langue. Car, n'en déplaise à Renan, bien insuffisant est le seul désir des peuples de vivre ensemble malgré leur diversité linguistique. Donc une nation n'est vraiment viable que si elle repose sur le terrain solide de l'unité linguistique. Et si l'admission du principe d'une langue nationale donne lieu à une forte levée de boucliers tribalistes, nous osons espérer qu'en contrepartie il y aura une plus forte levée de boucliers nationalistes. Naturellement l'intérêt supérieur l'emportera. Tel est l'avantage politique.

L'avantage scolaire n'est pas moins grand. Comment donc ? Dès aujourd'hui aussi nous avons chance de faire un bond dans le domaine scolaire, si nous adoptons une langue nationale vernaculaire. Vous savez bien qu'avant un certain âge on n'arrive pas à penser dans une langue étrangère. Cet âge correspond environ à l'âge de dix ans. Ainsi donc le jeune camerounais n'arrive pas à penser en français ou en anglais au cours des ses études primaires. Il fait seulement œuvre de mémoire et

reste constamment à la surface des mots. Même on peut noter son goût des mots ronflants et mystérieux qu'il comprend à sa manière. Dès lors est-il besoin de conclure que si le jeune camerounais ne manque pas ses études primaires, en revanche il prend un retard qui, souvent, est décisif dans la suite. Nous vous laissons ici le choix des exemples. Ainsi l'avantage scolaire d'une langue nationale est manifeste. Elle sauve aussitôt une bonne partie des jeunes, parce qu'elle leur permet de penser assez tôt et de faire œuvre de raison loin du cadre tribal.

Vous savez bien aussi que le peuple lui-même est frustré. Nous avons dit plus haut qu'il ignore nos langues officielles. Cela signifie qu'il n'a aucun moyen de réelle intercompréhension, ne fût-ce que sur une assez large étendue du territoire. Il reste donc enfermé sur lui, bien loin de tous les courants de pensée. Car quel intellectuel camerounais veut perdre son temps aujourd'hui à traduire une œuvre étrangère dans sa langue maternelle ? Et il le fera dès demain de meilleur cœur dans une langue nationale. Bien mieux, on ne peut pas alphabétiser rapidement le peuple. L'alphabétisation rapide et efficace ne peut se faire qu'en langue vernaculaire. Et pendant que le peuple ignore nos langues officielles et ne peut se faire alphabétiser rapidement par leur truchement, il continue de perdre son patrimoine national qui lui restait. En effet les langues locales perdent le terrain que les langues officielles n'arrivent pas à gagner. Toute notre civilisation se dissout sans contrepartie. Ainsi l'avantage scolaire d'une langue nationale vernaculaire est encore manifeste. Elle sauve aussitôt une bonne partie du peuple, car elle lui permet de se comprendre, de s'ouvrir sur le monde et de se faire alphabétiser rapidement. Tels sont les avantages immédiats d'une langue nationale vernaculaire.

**Les avantages futurs d'une langue nationale**

Voyons rapidement les avantages éloignés. Ce sont les avantages qui arrivent au bout d'une bonne politique scolaire à long terme. Passons le côté politique. Certes à cette date reculée, nous avons chance d'avoir une nation plus unie et, par suite, plus forte et plus désireuse de se survivre. En fait la nation sera déjà faite. Le sens national se sera déjà fait jour. Car faut-il le redire, à vaincre le tribalisme et ses protagonistes, on fait nécessairement la nation. Passons aussi le côté scolaire. Sans doute au bout de la politique à long terme que nous prônons, notre langue nationale étendra tous les avantages scolaires ci-dessus cités sur l'ensemble de la nation. Bien plus, notre langue bien mûre désormais pourra véhiculer tous nos progrès modernes. Grâce à elle, nos jeunes sortirons beaucoup plus nombreux de nos universités. Ainsi nous pourrons avoir notre compte de techniciens, sans nous en remettre nécessairement à l'étranger.

Voyons plutôt l'avantage économique de cette langue. Nous sommes

heureux d'en parler ici. Car, à en croire certains amis, l'édification de notre langue nationale doit retarder quelque peu notre développement économique. Il y a erreur du tout au tout. Et d'abord en quoi empêche-t-elle la poursuite, voire l'extension des investissements étrangers au Cameroun ? Les investissements sont aveugles sur la langue qu'on apprend ou qu'on parle dans un pays. Ensuite en quoi empêche-t-elle le peuple d'avoir le sens économique et d'acquérir les rudiments d'une meilleure production agricole et artisanale ? L'alphabétisation rapide et efficace par le truchement d'une langue nationale vernaculaire libère pluôt le peuple et l'engage à grands pas dans la voie du progrès économique et social.

Enfin en quoi cette langue entrave-t-elle la rapide formation d'une innombrable élite intellectuelle susceptible de pousser en avant l'économie du pays ? Certes pendant un certain temps la majorité des jeunes devra apprendre la langue nationale. Ils auront donc à faire un effort supplémentaire, capable de retarder quelque peu leurs études. Mais ce sera aux toutes premières années de l'apprentissage de cette langue. Plus tard nous rattraperons ce retard et, croyez-nous, nous le rattraperons bien. Car, avec la connaissance de notre langue, les élites intellectuelles seront incomparablement plus nombreuses. Aussi bien, l'avantage économique d'une langue nationale vernaculaire est énorme.

Bref, le problème le plus urgent que connaît le pays en ces jours, c'est celui de la langue nationale nécessaire. Le problème de loin et sans conteste prioritaire était celui de la paix intérieure et de la concorde civile. Il se trouve aujourd'hui résolu dans le fond. Le Gouvernement debout et stable ne craint plus aucune subversion. Il lui reste seulement à consolider l'unité nationale. Le problème politique perd donc sa priorité. Quant au problème économique, il n'a qu'une priorité apparente. On dit qu'il conditionne, par son importance, tout le devenir national. Et on dit la vérité. Seulement on oublie d'ajouter qu'il est lui-même conditionné par le problème scolaire qui lui passe devant. Autant dire qu'après le problème politique de la sécurité nationale vient le problème de l'éducation nationale. Point d'école, point d'économie. Et la meilleure école ne peut se faire qu'en langue vernaculaire, si l'on veut garder sa civilisation et donner aux enfants à naître plus de chance dans la vie.

**Quelques mises au point nécessaires et quelques propositions concrètes :**

## PREMIÈRE MISE AU POINT SUR L'INTÉGRATION LINGUISTIQUE DE NOTRE CONTINENT

Peut-être est-il temps maintenant de faire quelques mises au point nécessaires et quelques propositions concrètes. La première mise au point concerne l'intégration linguistique du continent africain comme la veu-

lent certains protagonistes du panafricanisme. Nous rappelons ici que personne n'est plus panafricain que nous. Nous saluons avec enthousiasme les efforts déployés pour assurer l'unité et la prospérité de chaque nation africaine et pour harmoniser l'éducation, l'économie et la politique générale du continent. Seuls ces efforts peuvent faire une Afrique meilleure pour nos enfants. Mais peut-être ne faut-il pas pousser ces efforts sur des terrains tout à fait ingrats. En âme et conscience nous ne croyons pas que l'Afrique ne puisse parler qu'une seule langue vernaculaire. La langue africaine la plus représentée géographiquement et démographiquement c'est le swahili. Mais il faudrait des moyens introuvables pour la répandre rapidement. Il faudrait un bon et abondant personnel à l'échelon du continent. Il faudrait encore de très larges fonds pour son enseignement. Enfin il faudrait beaucoup d'enthousiasme pour connaître cette langue non acclimatée dans la plupart des Etats africains. Car, s'il est relativement facile à amener par la contrainte un petit Etat comme le Cameroun à apprendre le foulbé ou l'ewondo, il n'en est pas de même pour un continent. Au contraire ou pourrait avoir une langue par zone linguistique. Une dizaine de langues pour un continent aussi disparate linguistiquement que le nôtre, ce serait un grand succès ! Il serait alors possible d'avoir le personnel et les fonds nécessaires pour l'enseignement accéléré de chaque langue. Et peut-être pourrait-on soulever beaucoup d'enthousiasme parmi les peuples. Pourquoi pas cette répartition incomplète des zones linguistiques ?

1. **Arabe**
   Afrique blanche
   Tchad, Soudan

2. **Swahili**
   Zanzibar, Kenya
   Tanganyika, Comores

3. **Ewondo**
   Cameroun, Gabon,
   Guinée Espagnole,
   Fernando-Po

4. **Malgache**
   Madagascar

5. **Lingala/Kiswahili**
   Congo, etc.

## DEUXIÈME MISE AU POINT CONCERNANT NOS LANGUES OFFICIELLES

La deuxième mise au point concerne nos langues officielles. Elles sont les seules à véhiculer tous nos progrès actuels. Nous l'avons dit et nous le répétons, vu l'absence d'une langue nationale et vu son retard si on l'adoptait présentement. Ce qui ne signifie pas que ces langues soient celles du progrès africain, tandis que les nôtres ne sont bonnes à rien. On le pense, mais on se trompe. Il y a égalité totale des

langues. Toutes, elles sont toujours langues du progrès, dans la mesure où elles sont langues humaines. Et qui peut prétendre que nos langues locales ne soient pas langues humaines, autrement dit que nous ne soyons pas des hommes dans ce pays ? A ce titre, elles peuvent toutes porter et répandre le progrès. Leur différence intime se trouve dans la confiance qu'on leur fait. Elles valent donc ce que nous voulons qu'elles vaillent et nous y trouvons ce que nous y mettons. Bref, à n'avoir pas honte de sa langue, on en fait une grande langue.

Nos langues officielles sont encore les seules à permettre notre intercompréhension d'un bout à l'autre du continent africain. Nous le redisons ici. Seulement quand on soutient qu'elles sont les langues de l'unité africaine, il faut très bien s'entendre. Pour le moment oui, pour l'avenir non. Pour le moment, les langues française et anglaise sont langues médianes en Afrique, vu que l'Arabe n'est pas le Malgache par exemple, et qu'il faut une langue commune aux interlocuteurs. Dans ce cas précis, le français permet une conversation intime et une meilleure compréhension. Il établit donc une certaine unité entre les hommes et les pays. Pour l'avenir c'est autre chose. Il ne semble pas que le français ou l'anglais soit appelé à se transformer de la même façon dans chaque pays africain. Autant dire que le français camerounais dans les siècles à venir ne risque pas d'être le même que le français sénégalais. Chaque pays a chance de transformer nos langues officielles à sa manière comme la France ou le Portugal a transformé le latin à sa manière. Certes l'Afrique après la chute de l'impérialisme européen ne vit pas en vase clos comme l'Europe après la chute de l'impérialisme romain. N'avons-nous pas des voies de communication, des radios et des télévisions nationales. Seulement ces moyens ne peuvent que retarder mais non point empêcher les transformations différentes de nos langues officielles dans différentes nations africaines. Aussi bien, l'unité faite au départ se détruit au bout.

## PREMIÈRE PROPOSITION CONCRÈTE

Ma première proposition est simple et directe. Nous voudrions voir le peuple et le gouvernement montrer beaucoup de compréhension dans ce grand débat. Elle pourrait se manifester de deux manières. Il y a d'abord un intérêt calme à apporter à cette discussion. A aucun prix nous ne voulons soulever des passions et des tempêtes. Nous mettons simplement devant les yeux tous les arguments pour et contre l'adoption d'une langue nationale. Nous osons espérer leur examen scrupuleux avec rejet de ceux qui sont spécieux et erronés. Il y a ensuite le regard à jeter sur l'histoire. L'homme innove peu au fond. Il suit en général les chemins battus de l'histoire. Or l'histoire ici nous apprend que c'est le gouvernement qui fait la langue d'une nation. Nous voulons dire

que c'est le gouvernement qui encourage ou décourage, fait adopter ou fait rejeter une langue nationale. L'empereur Charlemagne imposa la langue romane comme langue du peuple contre le latin, langue officielle et administrative. François Ier n'apprit même pas le latin, ce qui permit au français de gagner encore plus de terrain. En effet on ne pouvait parler ou écrire au Roi que dans cette langue encore disparate et touffue. La position de Michel de l'Hôpital, Premier Ministre, dans la bataille pour la défense et l'illustration de la langue française reste mémorable. Tout en leur écrivant en latin, le Premier Ministre soutenait et retenait les intellectuels, corrigeant leurs excès et tâchant de canaliser leur fougue juvénile pour le bien supérieur de la nation. Voilà ce que nous montre l'histoire de la France.

## DEUXIÈME PROPOSITION

Ma deuxième proposition est tout aussi simple et directe. Nous aimerions voir l'action du gouvernement, dans les délais jugés les meilleurs, tendant à faire adopter le principe d'une langue nationale. Nous osons espérer que nos arguments auront plu auparavant. Nous ne souhaitons que l'adoption de ce principe qui permettra la mise en train d'une politique scolaire à long terme. En effet la langue nationale n'est pas pour aujourd'hui. Pour commencer, nous avons toutes les recherches nécessaires à faire avec la bénédiction du peuple et du gouvernement. Il pourrait se réunir à cet effet une vaste commission de linguistes, de sociologues, de grammairiens et de tous les intellectuels intéressés.

Elle sera appelée à dire sur quelle base il faudrait adopter une langue nationale.

Nous croyons, quant à nous, que ce sera une base simple : écriture facile de la langue, prononciation facile, aire géographique ou démographique la plus étendue, possibilités de rapide enrichissement et autres considérations pareilles. La langue ewondo, du moins pour le Sud, me semble avoir plus de chance qu'aucune autre. Mais ce n'est qu'une opinion. C'est la commission seule qui pourra suggérer la langue à la majorité de ses membres. A elle de préciser les différentes étapes dans l'édification de cette langue, de retenir deux ou trois langues plutôt qu'une dès le début, si elle le juge plus réaliste. Et j'avoue que bien des susceptibilités tribalistes seraient de ce fait apaisées. A cette occasion on pourra peut-être voir son objectivité, son réalisme, son dévouement à la chose publique, son envergure scientifique, la méthode préconisée pour l'enrichissement rapide et efficace de la langue. On adoptera peut-être la langue et on continuera sur la même lancée. Pendant ce temps nous garderons respectueusement nos langues officielles en attendant que la langue choisie arrive à maturité. Et, croyez-nous, ce temps sera long.

## « NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS AUJOURD'HUI »

Nous voici donc arrivés au bout de ce débat. Nous nous permettons de rappeler énergiquement la bonne foi qui nous anime en cette circonstance. Nos arguments peuvent être faibles et même méprisables. Cela ne signifie pas que nous sommes une poignée d'ambitieux qui recherchent la gloire au prix de nouvelles peines indûment suscitées à la République. Nous nous permettons aussi de rappeler que nous refusons la passion dans ce grand débat. Elle n'est bonne qu'à jeter l'obscurité sur ce sujet et à voiler le véritable intérêt national. Aussi bien, loin des préjugés, des ambitions et des passions, nous osons proclamer que nous sommes tous concernés aujourd'hui. Car ce problème et celui de notre victoire nécessaire sur le tribalisme pernicieux. Peut-être n'arriverons-nous pas à le résoudre. Toutefois la manière dont nous aurons échoué témoignera de notre esprit national. Ce problème est encore celui de l'acceptation de notre civilisation. Nous avons des coutumes, une mentalité et une vision de l'univers qui ne sont pas européennes. Cette expression de nous-mêmes, c'est notre civilisation. Nous ne devons pas l'abandonner. D'aucuns croient naïvement qu'on peut prendre la langue de quelqu'un sans prendre sa civilisation. Autrement dit qu'avec la langue française nous pouvons garder notre civilisation camerounaise. Eh bien, non. En effet, faut-il le redire, une langue n'est pas un moyen d'expression d'une civilisation, c'est la civilisation même.

Enfin le problème de la langue nationale est paradoxalement celui du mieux-être de nos masses populaires. Et cela à plusieurs titres. Grâce à une langue nationale, elles arrivent à une plus grande conscience nationale et à un plus grand sens civique. Elles peuvent ainsi éviter les désordres et atteindre à la tranquillité nécessaire à leur prospérité. Grâce aussi à une langue nationale, les masses populaires s'ouvrent en peu de temps sur le monde dont elles peuvent commencer à connaître les courants de pensée. Et leur alphabétisation efficace et rapide désormais possible les arme puissamment sur le plan économique. Enfin grâce à cette langue nationale, nos élites intellectuelles sortiront incomparablement plus nombreuses de nos universités. Elles pousseront impétueusement en avant notre économie qui reposera alors sur des bases plus solides et plus saines. Nous n'aurons plus à nous en remettre nécessairement à l'étranger. Aussi bien, le problème des langues nationales vernaculaires est d'une urgence extrême dans le monde d'aujourd'hui. Nombre de pays l'ont compris avant nous. Tel est le cas en Afrique de presque tous les pays anglophones. Tel est le cas en Asie du Pakistan, de l'Inde, de Ceylan. Et voyez Israël ! Il connaît parfaitement les langues européennes. Il a eu des génies dans ces langues, Bergson et Einstein parmi tant d'autres. Pourtant il les répudie toutes aujourd'hui pour res-

susciter, avec sa civilisation, la langue hébreuse sinon morte du moins ignorée par une bonne partie de ses peuples. Et nous, que faisons-nous ? Qui nous résoudra ce problème crucial ? Nous ou nos enfants ? Nous assurément.

**This article is Copyright and Distributed under the following license**

**Attribution-NonCommercial-ShareAlike CC BY-NC-SA**

This license lets others remix, tweak, and build upon your work non-commercially, as long as they credit you and license their new creations under the identical terms.
View License Deed | View Legal Code

**Cet article est protégé par le droit d'auteur et distribué sous la licence suivante**

**Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions CC BY-NC-SA**

Cette licence permet aux autres de remixer, arranger, et adapter votre œuvre à des fins non commerciales tant qu'on vous crédite en citant votre nom et que les nouvelles œuvres sont diffusées selon les mêmes conditions.
Voir le Résumé Explicatif | Voir le Code Juridique

**Copyright and Take Down notice**

The digitized version of Abbia seeks to honour the original intentions of the paper publication. We continue to publish under the patronage of the Ministry of Arts and Culture: permission for this was given by the minister of Arts and Culture on 9 August 2019 Ref 1752/L/MINAC/SG/DLL/.. It has not proved possible to track down the surviving authors so we are making the material available under a more restrictive noncommercial CC license. We have setup a takedown policy to accommodate this. More details are available from here.

La version numérisée d'Abbia vise à honorer les intentions originales de la publication sur papier. Nous continuons à publier sous le patronage du Ministère des Arts et de la Culture: permission a été donné par le ministre le 9 August 2019 Ref 1752/L/MINAC/SG/DLL/. Il n'a pas été possible de retrouver les auteurs survivants, c'est pourquoi nous rendons le matériel disponible sous une licence CC non commerciale plus restrictive. Nous avons mis en place une politique de démantèlement pour y faire face. Plus de détails sont disponibles ici.